CONGO-AFRIQUE

ISSN: 1819-1010

RESEARCH ARTICLE

Conflits en RDC : Ressources, impunite et enjeu de la gouvernance

AUTHORS

Kris Berwouts

ILMIN LIBRARY • ACADEMIC FREE ACCESS

https://ilminlibrary.com

② Facteurs et acteurs du conflit

L'enjeu de la bonne gouvernance (*)

Kris BERWOUTS

Introduction

(*) **N.d.l.Réd.**-Contribution de l'Auteur au Séminaire des Syndicats congolais et belges ayant pour thème «Les syndicats comme promoteur de paix», Bukavu (RD Congo) du 11 au 18 octobre 2010.

L'Afrique Centrale est le produit de différentes dynamiques régionales complexes au travers desquelles des différends locaux et des conflits nationaux ont débordé des frontières nationales. Dans cette région, chaque pays a une situation interne complexe et une histoire récente violente, dans laquelle les antagonismes locaux ont été radicalisés et entremêlés à ceux des pays voisins. Suivant la fin de la Guerre Froide et au travers des années '90, ces dynamiques régionales ont évolué vers une spirale de mort et de destruction. Pendant les deux guerres en République Démocratique du Congo (RDC), (1996-1997 et 1998-2002) qui suivirent le génocide au Rwanda, le Congo, plus particulièrement ses provinces à l'Est devinrent le champ de bataille de "la Première Guerre Mondiale Africaine".

La richesse en ressources naturelles de la RDC a été un facteur important alimentant le conflit comme les partis en guerre étaient en compétition pour le contrôle des réseaux parallèles du flux illégal des ressources de la RDC vers les marchés internationaux. Le résultat est un Etat en ruines, l'impunité et surtout une population martyrisée. Approximativement 6 millions de Congolais sont morts, conséquence directe ou indirecte du conflit, faisant de cette guerre la plus sanglante depuis la seconde guerre mondiale. Ni la transition ni les élections n'ont réussi à ramener la paix et la sécurité à l'Est du Congo.

Directeur EurAC
E-mail :

Conflit à plusieurs niveaux ou différents conflits?

On me demande souvent : quel est le nœud du conflit en Afrique centrale ? Il est très difficile de répondre à cette question, car il n'y a pas un seul conflit. Dans l'Est du Congo, il y a au moins trois niveaux de conflit qui se rejoignent dans un contexte local déjà très compliqué en lui-même. Les trois niveaux se chevauchent, mais aucun d'eux ne peut être réduit à un autre.

a. En premier lieu, il y a la lutte pour le pouvoir à Kinshasa après le démantèlement de l'Etat congolais. Dans les semaines qui ont suivi l'indépendance, le Congo a sombré dans une crise constitutionnelle et institutionnelle. Le pays est devenu un pion sur l'échiquier de la guerre froide. L'Etat a été si mal géré que l'on a dû inventer le mot kleptocratie pour lui; les institutions étatiques et les mandats publics étaient considérés comme des instruments d'enrichissement personnel. Il en est résulté une crise de légitimité, un Etat ruiné qui avait besoin d'être complètement réhabilité et l'absence totale des instruments pour un Etat d'imposer la primauté du droit. La réhabilitation de l'Etat congolais est la condition pour une paix durable en Afrique centrale.
b. Puis il y a eu la guerre au Rwanda et le génocide qui ont été exportés au Congo après la fuite de deux millions de Hutus rwandais. L'implication du Rwanda dans la chute de Mobutu et la guerre de 1998-2002 en ont été les conséquences, ainsi que la présence permanente de l'opposition armée rwandaise sur le sol congolais (qui, jusqu'à présent, est responsable de la souffrance de la population de l'Est du Congo et reste une menace pour le Rwanda) et la présence maintenue des groupes armés dirigés par des Tutsis congolais soutenus par le Rwanda.
c. La course pour les ressources naturelles du Congo, dont l'exploitation a depuis longtemps échappé au contrôle de l'Etat. En effet, l'exploitation minière et la commercialisation étaient organisées par des réseaux parallèles et illégaux. Les années '90 n'ont pas créé l'exploitation parallèle des ressources naturelles mais en ont changé la direction: Kampala et Kigali devinrent les principaux axes pour les minerais venant du Congo et vendus sur le marché mondial, passant par les ports d'Afrique de l'Est, les pays arabes ou le sous- continent indien.

Ces trois niveaux viennent s'ajouter à une situation locale complexe avec des relations compliquées entre communautés, le problème de terre et une pression démographique forte.

Des évènements dramatiques en tant que conséquence immédiate de la chute du mur de Berlin en Afrique Centrale

Le Congo est passé par trente ans de dictature néo-coloniale sous Mobutu soutenue par l'Ouest pour deux raisons : (a) pour garantir les intérêts écono-

miques occidentaux dans le secteur minier; et (b) en tant que bastion contre le communisme en Afrique selon la géostratégie de la guerre froide.

a. Mobutu a fait un coup d'Etat et a consolidé son pouvoir dans une période où nombre de chefs d'état africains se déclarèrent adeptes d'un socialisme africain : Kwameh Nkrumah, Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, Milton Obote, Muammar Al Ghadaffi et même des politiciens comme Léopold Senghor, Jomo Kenyatta, ou encore Gafar Nimeiry. Au début des années '70, des mouvements armés les plus radicaux, inspirés du marxisme tels le Frelimo, le MPLA, le PAIGC, se sont organisés avec succès en Afrique lusophone, suivis plus tard de la ZANU/ZAPU au Zimbabwe et de la SWAPO en Namibie. Mobutu a reçu du soutien occidental parce qu'il était considéré comme une barrière contre de tels développements.
b. Il a essayé de donner à son régime un contenu propre exprimé par la «zaïrianisation», qui était supposée être une sorte de remise à niveau de l'identité africaine en tant qu'alternative attirante au socialisme africain. Mais son impact principal a été économique, d'une façon négative : l'expropriation des industries des expatriés et d'autres entreprises a été le suicide économique du mobutisme. Les moyens de production étaient ainsi répartis entre l'élite du régime, souvent sans vision, ni compétence, moins encore la volonté de gérer ce qui leur avait été confié d'une façon responsable et durable

Après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, Mobutu et beaucoup de ses collègues présidents en Afrique ont perdu de leur pertinence pour l'Ouest, et avec le discours du Président Mitterrand au sommet des pays francophones de La Baule en juin 1990, les pays occidentaux ont mis leurs alliés africains sous pression afin de démocratiser leurs régimes politiques et de respecter les droits humains fondamentaux.

Le Rwanda, le Burundi et le Congo ont fait face à une situation où l'accélération du processus de démocratisation a mené à l'implosion de l'Etat et à des conflits qui étaient différents de ceux qui existaient auparavant. Les tensions dans les différents pays se sont exacerbées et ont commencé à se chevaucher jusqu'à aboutir à nombre d'alliances ad hoc, souvent très irrationnelles et la plupart du temps basées sur l'adage "l'ennemi de mon ennemi devrait être mon ami", même s'il s'avère parfois que les ennemis d'aujourd'hui seront les amis de demain. Le résultat est un réseau de coalitions instables entre des groupes armés et des acteurs politiques qui emmêlent géographiquement chaque pays africain entre l'Angola et la Corne d'Afrique.

A la fin des années '90, tous les antagonismes, les conflits et les alliances se cristallisèrent autour du Congo, qui devint ainsi le champ de bataille de ce que l'on a appelé la première guerre mondiale africaine, opposant une alliance Kabila-Mugabe-Dos Santos au tandem Museveni-Kagame-Buyoya et rebelles congolais.

Profonds changements en Afrique Centrale depuis la moitié des années 1990

D'une culture de violence à l'impunité totale

Dans la nuit du 21 au 22 octobre 1993, le processus de démocratisation qui aurait dû ramener la paix et la stabilité au Burundi, après des décennies d'exclusion ethnique et de violence cyclique, prit fin avec l'assassinat du Président nouvellement élu Melchior Ndadaye. Ce fut le début d'une guerre civile ouverte, qui a duré pendant plus d'une décennie au cours de laquelle des centaines de milliers de personnes furent assassinées, et beaucoup plus encore blessées, violées et dépossédées ou déplacées.

En avril 1994, les tensions politiques, ethniques et sociales au Rwanda se sont conjuguées en quatre mois de violence extrême donnant lieu à un génocide provoquant la mort de 700.000 à 1.000.000 de personnes, principalement des Tutsis et des Hutus modérés, et a abouti à la victoire militaire du Front Patriotique Rwandais (FPR) et à l'exode de deux millions de Hutu dans les pays voisins, surtout au Congo (alors Zaïre). En mai 1997, le leader rebelle Laurent-Désiré Kabila a pris le pouvoir à Kinshasa après une insurrection de huit mois contre Mobutu, avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda. Il a changé le nom du pays en République Démocratique du Congo. Quinze mois après avoir conquis le pays, Kabila tomba en disgrâce auprès de ses anciens alliés : le Rwanda et l'Ouganda commencèrent une campagne militaire contre leur voisin le 2 août 1998. La chute attendue de Kinshasa n'eut pas lieu et la guerre continua pendant de nombreuses années, officiellement jusqu'au retrait des armées rwandaise et ougandaise en 2002.

Toute la région est entrée dans une décennie de violence, les tensions existantes entre les pays de la région s'exacerbèrent et aboutirent à de grandes explosions d'extrême violence orchestrées, caractérisées par un grand nombre de victimes aussi bien parmi les civils que parmi les combattants.

La violence n'a pas été commise en premier lieu par des armées régulières mais par des groupes armés, parfois difficiles à identifier avec précision, combinant souvent un très vague agenda politique avec un profil ethnique pas toujours très clair non plus, et des intérêts économiques souvent bien précis. La violence n'a pas seulement provoqué des vagues massives de populations déplacées et de réfugiés, mais aussi la destruction totale de l'Etat et de ses instruments, laissant ainsi la population dans un désarroi total, avec la désintégration des réseaux sociaux et institutionnels. Les conditions de vie d'une grande partie de la population ont chuté à un niveau très bas, jamais vu auparavant.

En ce qui concerne la RDC, durant cette période, des enquêtes sur les taux de mortalité ont été effectuées, en premier lieu par l'ONG américaine International Rescue Committee. Différentes études ultérieures ont révélé que

ce conflit était l'un des plus meurtriers depuis la seconde guerre mondiale. Bien que la guerre congolaise ait pris officiellement fin en décembre 2002 avec la signature de l'accord de paix, les combats et l'insécurité ont continué dans de grandes zones de l'Est du Congo. Jusqu'en janvier 2008, un total de 5.6 millions de morts a été attribué directement ou indirectement au conflit.

Les événements au Rwanda et au Burundi ont changé une culture de violence dans ces pays de l'Afrique centrale en un état d'anarchie et d'impunité totale, où la justice a cessé d'exister, où les milices se sont organisées, se désintègrent et échappent à toute forme de contrôle, où les armées régulières deviennent la principale source d'insécurité et où le viol est couramment utilisé comme arme de guerre. Vivre pendant des années dans une violence extrême et l'impunité totale change une personne, une communauté, une nation, une région, de l'intérieur. Cela affecte la culture, et les valeurs.

D'une économie informelle vers une économie militarisée

Pendant la seconde guerre au Congo, depuis 1998 jusqu'à la cessation officielle des hostilités en 2002, les ressources naturelles sont de plus en plus devenues l'enjeu du conflit, aussi bien pour les pays soutenant les rebelles que pour les alliés mobilisés par le gouvernement de Kinshasa. Dans les deux cas, le pillage du Congo était organisé systématiquement avec l'aide des élites congolaises. Entre avril 2000 et octobre 2002, un groupe d'experts spéciaux, avec un mandat du Conseil de sécurité, a produit trois rapports sur l'exploitation illégale des ressources naturelles. Ils ont travaillé sur l'exploitation des ressources par le Rwanda et l'Ouganda (or, diamant, cassitérite, coltan et bois) dans la partie orientale du Congo, mais aussi sur le pillage par le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie, se payant leur soutien au gouvernement congolais en se servant eux-mêmes par le biais de concessions minières.

Les provinces orientales étaient officiellement sous le contrôle des rebelles du Rassemblement des Congolais pour la Démocratie (RCD), qui étaient trop faibles et trop petits pour gouverner. En pratique, le contrôle était assuré par l'armée rwandaise (avec de meilleurs soldats et une meilleure formation) et des fonctionnaires. Au Rwanda même, un bureau Congo fut mis en place pour gérer l'exportation des ressources minières congolaises, qui en réalité était un canal pour les dirigeants militaires et politiques pour commercialiser une partie des minerais congolais sans passer par les comptes officiels de l'Etat rwandais. Ainsi les ressources naturelles congolaises générèrent non seulement des fonds pour couvrir les dépenses militaires, elles étaient aussi la source principale d'enrichissement de l'élite rwandaise. Comme le rapport du groupe d'experts d'octobre 2002 l'indiquait, les activités autour du Bureau Congo ont contribué à hauteur de 320 millions de dollars aux dépenses militaires du Rwanda et ont eu un impact énorme sur la politique rwandaise des affaires étrangères et d'autres décisions officielles. Le groupe d'experts a estimé que 60 à 70% du coltan qui quittait l'Est du Congo était exporté sous la supervision directe des commandants de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), à partir de petits aéroports dans les environs immédiats des mines, vers Kigali ou Cyangugu.

Dans les zones minières, les civils congolais ont été forcés de travailler sans paiement, ou obligés de vendre les minerais aux officiers rwandais à un taux très "préférentiel". Les ONG internationales spécialisées telles que Global Witness, Raid and Ipis ont produit des enquêtes de haute qualité et des rapports, en plus de l'excellent travail fait par le groupe d'experts spéciaux des Nations Unies.

La conséquence était que l'économie informelle à l'Est du Congo, en tant que le résultat de décennies de kleptocratie et de démantèlement de l'Etat, a été militarisée au point que la continuation de l'état d'anarchie, avec toutes ses conséquences en termes de sécurité et de droits humains, est devenue une condition pour le pillage continu et systématique des ressources naturelles.

Maintenir une économie de guerre après la guerre

Après le retrait officiel des troupes rwandaises en septembre 2002, le Rwanda a installé une série de mécanismes pour contrôler l'économie dans l'Est du Congo sans la présence officielle de l'armée rwandaise. Les hommes d'affaires rwandais ont remplacé les directeurs congolais en charge des entreprises parastatales. Un nombre de soldats s'y est implanté pour continuer à travailler dans le secteur minier, changeant leurs uniformes en costumes. Différentes sources ont rapporté aux experts du groupe d'experts des Nations Unies (NU) que des officiers Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), maintenant officiellement parties de l'armée régulière congolaise mais toujours loyaux au Rwanda, ont utilisé les réformes du secteur de la sécurité et l'intégration dans l'armée pour introduire des soldats rwandais dans les Forces Armées de la RD Congo (FARDC) et les forces de défense locales.

Mais l'instrument rwandais le plus important pour entretenir un climat d'impunité pendant la transition au Congo et après les élections de 2006, a été le CNDP (Conseil National pour la Démocratie et la Paix) de Laurent Nkunda. L'avant-dernier rapport du groupe d'experts des Nations Unies (décembre 2008) a décrit dans les détails comment cette rébellion recevait un soutien de réseaux commerciaux du Rwanda, et d'autorités politiques et militaires au sein de l'Etat rwandais, et pour démanteler les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) en tant que menace militaire pour le Rwanda.

Depuis lors, la région est dans une nouvelle logique. Le Congo et le Rwanda se sont rapprochés, et ce rapprochement est une condition pour une paix durable en Afrique Centrale. Différentes opérations conjointes ont été menées pour neutraliser les groupes armés. Malgré tous les efforts, les opérations militaires n'ont pas apporté des solutions durables. Les FDLR par exemple, ont été dispersés mais ils ont pu sauvegarder intacte leur chaîne de commandement. Ils ont opéré un repli stratégique afin d'éviter le conflit, ensuite ils ont repris la plupart de leurs positions, en se vengeant sur la population avec plus de violence qu'ils ne l'avaient utilisée pendant plusieurs années. Après l'arrestation de Laurent Nkunda, le CNDP a été intégré dans les FARDC, mais cette intégration a été superficielle et incomplète. Aussi le

CNDP a-t-il gardé sa chaîne de commandement intacte, et reste une armée dans l'armée. Les officiers du CNDP contrôlent plus de militaires, plus de zones géographiques et plus de zones stratégiques qu'avant, mais le mouvement a mal géré sa décapitation et a donc perdu beaucoup de sa cohérence interne. Les relations sont troublées, avec Kinshasa aussi bien qu'avec Kigali, ce qui en fait un mouvement imprévisible.

L'armée n'est pas dans une meilleure position qu'auparavant pour jouer son rôle et il reste beaucoup à faire pour créer l'armée républicaine, unifiée, performante et disciplinée. La démilitarisation de l'économie à l'Est, et surtout l'exploitation minière restent un enjeu.

Pour y arriver il faudra faire des avancées significatives sur plusieurs terrains :

1. formation d'une armée républicaine, unifiée, performante et disciplinée;
2. désarmer et démobiliser les groupes armés nationaux et étrangers par une démarche globale qui ne soit pas exclusivement militaire mais qui prévoit un espace de dialogue pour convaincre les combattants à déposer volontairement les armes;
3. la restauration de l'Etat jusqu'à la base (services administratifs, douaniers,…);
4. un cadre régional qui réglemente et surveille le commerce frontalier, consolide et formalise la coopération régionale et qui peut la rendre transparente;
5. certification des produits miniers en fonction de leur traçabilité;
6. un cadre légal international qui permet de sanctionner les entreprises multinationales qui violent la réglementation et la déontologie dans cette matière. En effet, jusqu'à présent, des acteurs commerciaux ne sont que très rarement poursuivis pour leur rôle dans la continuation d'un conflit armé.

Vers des nouveaux équilibres de pouvoir et des nouveaux mécanismes de réglementation non violente des conflits d'intérêts?

Des opportunités pour le multilatéralisme - le niveau régional

Nous sommes en 2010. La politique internationale a changé et l'Afrique Centrale n'est pas du reste. Depuis la chute du mur de Berlin, les évènements ont transformé une culture de violence en un état d'impunité, et militarisé une économie informelle.

Quelles sont les possibilités pour un arrangement multilatéral non violent, négocié? Les problèmes dans la région sont si interdépendants qu'il est difficile d'imaginer une solution durable pour l'un des pays si elle ne fait pas partie d'une approche régionale plus cohérente. La stabilité de ses neufs voi-

sins dépendra de la stabilité du Congo, d'autant plus que certains sont tenus pour être des pays très stratégiques aussi. L'Angola, par exemple, est classée par le Pentagone comme une zone d'intérêt national parce qu'elle fournit 8% du pétrole importé par les Etas-Unis.

Depuis que Laurent-Désiré Kabila a pris le pouvoir, l'Afrique du Sud est devenue un acteur majeur en RDC. L'Afrique du Sud avait déjà remplacé la Belgique en tant que principal fournisseur de biens de consommation dans les années '90. Le président Mandela a tenté une médiation entre Kabila et Mobutu malade. Quatre mois après que Kabila ait pris ses fonctions, le Congo a rejoint la SADC (Southern African Development Community), la Communauté de Développement Economique de l'Afrique Australe, qui couvre les domaines de coopération comme l'énergie, le commerce, le transport et l'eau. Des firmes d'exploitation minière et de construction, basées en Afrique du Sud, sont présentes dans différents endroits au Congo mais surtout au Katanga. L'exportation de produits miniers du Katanga et du Kasaï passe surtout par les ports sud-africains. Treize ans après la mort de Mobutu, l'Afrique du Sud est un partenaire majeur du Congo.

L'Angola est aussi un partenaire majeur. Il a fourni un appui à Kabila pendant la guerre de 1996-1997, et a répondu à l'invitation de Kabila en 1998 par l'envoi de troupes, conjointement avec le Zimbabwe et la Namibie, pour aider le Congo à arrêter l'agression des troupes rwandaise et ougandaise. L'Angola était très présent et visible dans les jours qui ont suivi l'assassinat du président Kabila en janvier 2001, en maintenant la sécurité dans la capitale. Depuis la transition, l'Angola a été, comme l'Afrique du Sud, un partenaire important dans le secteur des réformes de la sécurité, en contribuant à la formation et à l'intégration de l'armée congolaise

Le Congo sera toujours important pour ses trois voisins à l'Ouest dans la région des Grands Lacs, qui ont un problème de surpopulation. Grâce à ses ressources en eau, le Congo sera important pour l'Afrique du Sud qui souffre d'un problème chronique de sécheresse et d'un sérieux déficit énergétique. Le Congo sera important pour tous ses voisins à cause de ses ressources naturelles.

Il existe différentes structures pour un partenariat économique multilatéral en Afrique Centrale et à ce niveau, il existe une certaine concurrence pour l'influence. Le Rwanda et le Burundi font maintenant partie de la Communauté de l'Afrique de l'Est; le RD Congo est, comme nous l'avons vu, membre de la SADC. Trois d'entre eux, ensemble avec d'autres pays, étaient membres de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), la, mais le Rwanda l'a quittée récemment. Certains pays, surtout la Belgique, veulent promouvoir l'idée de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Economique de la Région des Grands Lacs avec le Rwanda, le Burundi et le Congo en tant que membres.

L'idée de ces structures est très proche de celles qui ont inspiré les pères fondateurs de l'Union européenne, de créer un intérêt commun via une

intégration économique, et un réseau d'accords, de relations, de procédures et de protocoles qui rendent la guerre virtuellement impossible. Cela va-t-il fonctionner ? Le temps le dira. Beaucoup de donateurs bilatéraux et multilatéraux sont déterminés à investir dans ce processus.

Néanmoins, nous déplorons que l'enthousiasme à propos des réseaux économiques régionaux semblent aller main dans la main avec un retrait de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, qui était conçue comme un cadre politique pour le règlement des conflits entre ses 11 pays membres (Kenya, Congo, et les neuf voisins du Congo). Les ONG européennes ont toujours soutenu l'idée d'une Conférence Internationale sur les Grands Lacs (CIRGL) en tant que cadre viable pour répondre aux questions fondamentales concernant les conflits dans et entre ces pays.

La Déclaration de Dar-es-Salaam de novembre 2004 et le Pacte de Nairobi sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement du 15 décembre 2006 demeurent des outils importants pour la création des conditions de sécurité, de stabilité et de développement durable entre les Etats membres. Nous déplorons l'hésitation que nous constatons dans le chef de certains donateurs pour confirmer ou pour renouveler leur détermination. Nous continuons à considérer la CIRGL comme une structure très pertinente avec une mission unique et une valeur ajoutée très claire; nous ne croyons pas que des réseaux économiques puissent remplacer la perspective multidimensionnelle et multidisciplinaire de la CIRGL, qui lie d'une façon unique les dimensions de paix, de sécurité, de bonne gouvernance, de droits humains et de développement économique. Nous ne voyons pas d'autre structure reprenant les questions qui sont importantes pour nous, comme la lutte contre la violence sexuelle, l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'insécurité transfrontalière.

Opportunités pour le multilatéralisme - le niveau international

La configuration de la communauté internationale autour du Congo a aussi changé.

L'Union Européenne a été extrêmement active en RDC pendant la transition. En plus de ses Etats membres, elle a tenu une place importante dans le Comité International d'Appui à la Transition (CIAT) pendant la transition. Elle a été le plus important des bailleurs de fonds et elle avait un énorme budget de coopération. Le déploiement de l'EUFOR, dans sa fonction en tant que force de dissuasion, a contribué à la sécurité durant les deux tours des élections. Lors de la promulgation de la nouvelle constitution, l'UE a agi en tant que fier parrain à la crèche de la Troisième République. En 2007, ce parrain a peu à peu disparu dans les coulisses. D'autres parents ont fait une entrée remarquée dans les chambres de la nouvelle démocratie congolaise. La Chine a par exemple signé des accords massifs avec la RDC. Les Etats-Unis aussi ont été très actifs au Congo. D'abord à la fin de 2007, juste avant la Déclaration Conjointe de Nairobi de novembre 2007 et les Accords de Goma en janvier 2008 et plus récemment encore, en jouant un rôle important dans Umoja Wetu. La

visite d'Hillary Clinton à l'Est du Congo et la nomination de l'ambassadeur Howard Wolpe en tant qu'Envoyé Spécial sont des faits remarquables. Bien sûr, les changements que la présidence américaine va opérer se font attendre. En août 2010, Howard Wolpe a quitté ses fonctions, et ce n'est toujours pas clair s'il sera remplacé. La présidence d'Obama se passe à un moment où la balance du pouvoir se déplace entre les nations. Les Nations-Unies ont dominé la politique internationale pendant des décennies, dans un monde bipolaire pendant la Guerre froide et l'environnement mono-polaire après. Pour le futur immédiat, les pays qui connaissent des croissances rapides vont devenir plus forts. Bientôt ils vont exiger plus de poids à leur voix sur la scène de la politique internationale.

Pour ceux d'entre nous qui sont intéressés par les développements en Afrique Centrale, le réalignement des relations internationales nous amène à nous interroger sur les implications pour la région. Nous attendons aussi du changement, mais nous sommes conscients que beaucoup des membres du nouveau cercle du Président Obama viennent de l'entourage de Bill Clinton, dont le mandat au pouvoir a marqué une période particulièrement désastreuse pour la Région des Grands Lacs. Non seulement les Etats de la région se sont effondrés mais les efforts de la communauté internationale pour gérer les conséquences de cet effondrement ont aussi échoué. De plus, il reste à voir si Obama va traiter l'Afrique centrale dans une perspective régionale, plutôt que de favoriser des visions et des actions d'un seul pays, comme l'ont fait ses prédécesseurs. La dynamique réelle de l'élection d'Obama par rapport à l'Afrique centrale pourrait résider dans le fait qu'elle pourrait contribuer à revitaliser l'approche multilatérale. La Pax Americana et la doctrine Bush ont rendu la planète plus dangereuse et moins stable, mais le nouveau président semble favoriser une piste diplomatique et multilatérale.

Dans le monde multipolaire qui est en train de se forger, l'Europe reste toujours une force importante dans l'arène internationale et elle peut conserver cette position avec une action claire et immédiate pour protéger la population et le processus de paix au Congo, pour autant qu'elle réussisse à trouver une cohérence interne et la volonté de jouer un rôle proactif dans sa politique étrangère. Mais depuis le 1er janvier 2010, l'Union Européenne (UE) a perdu beaucoup de place. Neuf mois après la mise en vigueur du traité de Lisbonne, la machinerie européenne a de grandes difficultés à se mettre en musique. Les nouvelles et anciennes institutions doivent encore s'approprier de leurs termes de références, et capitaliser leur complémentarité. La cohabitation entre M Van Rompuy, M Barroso, Baroness Ashton et la Présidence alternante doit encore se forger. Présidence qui est actuellement assumée par la Belgique, un pays avec un gouvernement d'affaires courantes. Aussi les Pays Bas, très actifs en Afrique Centrale, ont eu de grandes difficultés à mettre en place une nouvelle

constellation politique après les élections de juin, et semblent évoluer vers un gouvernement pour qui la coopération avec l'Afrique ne semblent pas du tout prioritaire. L'Angleterre, poids lourd dans la région, se trouve dans un changement de régime, la France a donné priorité en 2010 à l'harmonisation du litige avec le Rwanda.Elle a pris beaucoup de temps avant de réaliser que la fonction de représentant spécial de l'UE pour les Grands Lacs maintenue, et il y a encore beaucoup d'incertitudes autour de son articulation avec les autres institutions de la nouvelle configuration européenne. L'Europe risque de perdre son impact, sa visibilité et sa cohésion en Afrique Centrale, et l'on peut craindre un désinvestissement et un renforcement du bilatéralisme en défaveur du multilatéralisme.

L'essentiel : bâtir la démocratie d'en bas

Le Congo est passé par des décennies de kleptocratie, des guerres, une période de transition qui a été couronnée par des élections. Néanmoins, ce processus ne débouchera pas sur une démocratie réelle, s'il ne se fait pas accompagner par une nouvelle culture de gouvernance, où de solides mécanismes sont mis en place, qui interpellent les représentants de l'Etat et les obligent d'être transparents et de justifier leur action.

La gouvernance concerne la façon dont les fonctions publiques sont exécutées et les ressources publiques administrées. Au niveau local, il s'agit de la capacité d'une région, d'une municipalité, d'une communauté de gérer ses propres affaires. Si les autorités décentralisées sont effectives et redevables, elles exerceront une grande influence sur le développement au niveau local.

Les enjeux de la décentralisation sont multiples. Elle a comme vocation de contribuer à la reconstruction de l'Etat et à la restauration de sa crédibilité. Elle est également censée être une école d'apprentissage de la démocratie, permettant aux citoyens d'exercer des responsabilités politiques au niveau local. Ainsi, la décentralisation jouera un rôle-clé dans le renouvellement du paysage politique à partir de la base, tout en amenant un développement économique plus harmonieux, favorisant les initiatives communautaires basées sur des dynamiques locales.

Nous soulignons l'importance de la participation citoyenne dans les processus de reconstruction nationale. Il faut la gestion participative des entités décentralisées et un développement participatif décentralisé. Le contrôle citoyen à la base renforcera la gouvernance responsable de la base vers le haut.

La complexité des concepts, et le fait que la démocratie soit embryonnaire, nécessitent une implication très importante de la société civile en termes d'éducation civique et de gouvernance participative. Elle doit être appuyée et renforcée par la coopération internationale pour ce faire.

Dans la mesure où les différentes opérations militaires n'ont pas permis de réaliser des résultats durables à la problématique des groupes armés, la société civile a un rôle à jouer dans l'élaboration de stratégies non-militaires pour la démobilisation et le désarmement volontaire, basés sur le dialogue. La société civile en général et les syndicats en particulier sont dans une position excellente pour établir et renforcer les liens entre les communautés divisées. Ils ont une contribution essentielle à fournir dans des processus de réconciliation et de construction de paix, au niveau local et national aussi bien que dans toute la sous-région.

Chaque démocratie nécessite un monitoring constructif mais critique et de toute façon indépendant de l'action des autorités. La mise en oeuvre des valeurs de la démocratie, de la participation et de la redevabilité commence à la base. La communauté internationale doit contribuer à la création et à la protection de l'espace dans lequel la société civile et la presse peuvent jouer leur rôle démocratique.

Je vous remercie pour votre attention.

Kris BERWOUTS

ERRATA

Une erreur s'est glissée dans *Congo-Afrique* (septembre 2010) n° 447. Il y a été écrit à la page 627 que Me NIMY Mayidika Ngimbi était parmi les quatre Directeurs de Cabinet du Maréchal Mobutu «qui sont déjà partis ad patres».

La Rédaction de *Congo-Afrique* présente ses sincères excuses à ses nombreux lecteurs en général et à Me NIMY Mayidika Ngimbi en particulier pour cette erreur.

Elle saisit cette opportunité pour demander à l'Eternel de lui accorder une longue vie.

La Rédaction